

**Observations de Raymond Avrillier, maire-adjoint honoraire, sur les consultations publiques
n°2017-010 et 2017-011 de la CRE**

Grenoble, le 11 septembre 2017

La commission de régulation de l'énergie (CRE) soumet à consultation les avis suivants :

- Consultation publique n°2017-010 du 20 juillet 2017 relative aux projets de déploiement des compteurs évolués de gaz naturel des gestionnaires de réseaux de distribution Régaz-Bordeaux et GEG
- Consultation publique n°2017-011 du 20 juillet 2017 relative aux prochains tarifs péréqués d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel des entreprises locales de distribution

Les présentes observations portent principalement sur la consultation n°2017-010.

La CRE présente ainsi sa consultation :

« La CRE souhaite consulter l'ensemble des acteurs de marché afin de connaître leurs positions, d'une part, sur l'opportunité du lancement du déploiement des projets de comptage évolué de Régaz-Bordeaux et GEG et, d'autre part, sur la mise en oeuvre d'une régulation incitative de ces projets ainsi que leur traitement tarifaire. »

Les annonces de ces consultations sont donc trompeuses : il ne s'agit pas de compteurs « évolués » (voir dictionnaire demandé ci-dessous), mais de compteurs « communicants » ; il ne s'agit pas de « l'ensemble des acteurs du marché » mais des « marchands », puisque les collectivités publiques et les usagers ne sont pas des « acteurs du marché » mais des figurants passifs soumis au « marché » et à ses « acteurs ».

En réalité, ces consultations s'adressent comme indiqué dans les documents aux « acteurs du marché » et en ne s'intéressant qu'à « l'accès des tiers aux réseaux de distribution », et surtout à la fourniture de données sur les usagers à la « concurrence » : ainsi parmi les critères définis figure « le taux de publication mensuelle des index aux fournisseurs ».

La société GEG est une société anonyme créée en 1985, qui a été gérée à titre privé par une banque et un actionnaire qui en devenu PDG alors qu'il était premier adjoint d'un maire corrompu, tous deux ayant transformé cette société en société d'économie mixte en 1986 en apportant les biens de la commune de Grenoble sans décision légale du conseil municipal. Ce premier adjoint a alors assuré de 1986 à 1995 la présidence de cette société GEG dont le directeur général, qui était l'ancien directeur de la régie communale dissoute, a illégalement utilisé les biens sociaux. De nombreux avenants illégaux au contrat de concession de 1986 ont été passés entre le maire de Grenoble et la société GEG. Les irrégularités se sont perpétuées jusqu'en 2014.

A compter de 2014 une nouvelle équipe municipale essaye de remettre de la légalité, mais à compter du 1^{er} janvier 2015 la compétence distribution du service public du gaz et de l'électricité a été transférée à la métropole Grenoble Alpes Métropole qui reste passive malgré nos demandes d'action en retour de la légalité.

Les présentes observations sont donc émises alors que la CRE nous considère comme étrangers aux « régulations » du marché, mais en tant que contribuable de la commune de Grenoble et de la métropole Grenoble Alpes Métropole (qui s'est substituée à la commune de Grenoble le 1^{er} janvier 2015 pour la compétence *distribution publique d'électricité et de gaz*), propriétaires des réseaux de distribution du service public du gaz et de l'électricité sur le territoire de la commune de Grenoble ; et en tant qu'utilisateur de ces services publics à Grenoble, soumis à des tarifs illégaux du fait de contrats de concession illégalement¹ décidés en 1986 et en 2012 utilisant des tarifs maxima fixés par le

¹ TA Grenoble, 27 octobre 1999, M. Avrillier, n°9901340 ;
CAA Lyon, 11 juillet 2006, Avrillier, n°00LY00040, 00LY00041, 00LY00042, 00LY00045 ;
CE, 31 juillet 2009, ville de Grenoble et société GEG contre M. Avrillier, n°296964 et n°297318 ;
TA Grenoble, 13 juillet 2016, M. C..., M. Avrillier, n°1001765 ;
Avis CADA n°20165364 ;
TA Grenoble, 28 février 2017, Mme B..., M. Avrillier, ... et autres, n°1206593 et 1302069

concessionnaire et la CRE alors que si ces contrats avaient été légaux ces tarifs n'auraient pas compris les charges étrangères que maires et actionnaires privés du concessionnaire ont illégalement imputées aux usagers de ces services publics essentiels que sont la distribution du gaz et de l'électricité.

Il convient de considérer que la CRE a autorisé, depuis sa création le 24 mars 2000, des tarifs de GEG aux usagers du gaz et de l'électricité, en méconnaissant les décisions de droit, et en autorisant des tarifs qui comprennent illégalement des charges étrangères aux services publics correspondants.

Les décisions tarifaires appliquées aux usagers du gaz et de l'électricité à Grenoble ont méconnu de 1986 à 2017 les articles L.213-1 à L.123-4 du Code de la consommation qui sanctionnent la tromperie sur la teneur de la chose objet du contrat et sur les contrôles effectués.

Il convient de considérer que la CRE ne tient pas plus compte des rapports d'observations (même très tardifs et partiels) des Chambres régionales des comptes et de la Cour des comptes².

L'ensemble des documents et considérations de la CRE sur ce dossier est orienté par la logique de primat de la « concurrence » à laquelle participe de manière active la CRE.

La CRE analyse les éléments uniquement en termes de WACC, BAR, VAN, en utilisant les critères de « rentabilité des capitaux » et de « taux de profits raisonnables », sans jamais tenir compte de la durée des concessions (aux deux sens du terme).

A d'ailleurs été mandaté un « cabinet de conseil et d'audit » dénommé « PMP Beyond Consulting » qui se présente lui-même comme « Un cabinet de conseil en stratégie, développement et transformation, au service des dirigeants », « En s'appuyant sur les expériences du Groupe PMP acquises auprès d'autres acteurs internationaux majeurs (...) Quelques exemples : AXA, Société Générale, Orange, AT&T, T-Mobile, Sprint, Sony Ericsson, Tripadvisor, TransDev, Veolia, Air France, WFS, Total, EDF, E-ON, ENGIE, Accor ».

Les documents sont donc « expertisés » par un cabinet juge et partie ayant des liens avec les concessionnaires et les fournisseurs d'énergie utilisateur des réseaux des ELD.

Et la logique qui préside aux calculs est celle de la rentabilité du capital (WACC).

A aucun moment est indiqué le principe républicain (encore en vigueur pour quelques semaines) qui fixe que ces réseaux sont propriétés des collectivités locales (communes, établissements publics de coopération intercommunale, termes qui sont méconnus de la CRE puisque ne ressortant pas du « marché »).

A aucun moment est rappelé que les ELD sont des « concessionnaires de service public », c'est-à-dire que les services publics de la distribution du gaz et de l'électricité sont (encore pour quelques jours) sous la responsabilité et le contrôle du concédant, la collectivité publique (et pas encore privée).

Or les concessions ont, par obligation légale, une durée de vie limitée. Si l'on est contraint de se plier au raisonnement de « marché » de la CRE, cette durée du contrat de concession doit au moins être abordée dans les calculs économiques auxquels se livre la CRE, ne serait-ce que pour connaître comment sont comptabilisés les biens de retour et les biens de reprise.

Mais la CRE ne s'intéresse pas à cela.

Il est donc demandé communication du taux de rendement interne des contrats de concession pour le concessionnaire GEG, sur la durée de la concession, et pas seulement le coût moyen pondéré du capital.

A aucun moment il est considéré que les compteurs (bêtes ou intelligents) sont la propriété des collectivités concédantes, donc des contribuables.

² Lettre d'observations définitives de la chambre régionale des comptes de Rhône-Alpes, 16 mars 2001, sur la gestion de la société GEG 1986-2000 ;
Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes de Auvergne-Rhône-Alpes, 12 septembre 2012, sur la gestion de la société GEG 2005-2010

A aucun moment est mentionné le statut de la propriété des compteurs, dont les « compteurs communicants », alors que le juge administratif a, sur notre recours et non sur celui de la CRE qui s'en désintéresse, annulé l'inclusion dans le contrat de concession des charges de ces « compteurs communicants » comme étant biens de reprise alors que ce sont des biens de retour.

A aucun moment dans les documents communiqués ne figurent les termes de « service public », d'« usagers du service public », comme si les réseaux de distribution de l'électricité n'étaient que des voies de développement du « marché ».

A aucun moment il est tenu compte des illégalités sanctionnées par la justice administrative qui a annulé la décision du maire (corrompu) de Grenoble de signer en 1986 le contrat de concession avec la société dont son premier adjoint, actionnaire et PDG, détenait en tant qu'actionnaire privé, annulé la décision du maire de Grenoble de signer en 2010 l'avenant n°6 à ce contrat irrégulier, et annulé la décision du maire de Grenoble de signer en 2012 un nouveau contrat de concession avec la société GEG pour 30 ans.

Les hypothèses retenues quant au coût d'achat des compteurs sont basées sur l'acquisition de compteurs Gazpar utilisés par GRDF. Or, il s'agit d'un marché public soumis à publicité et mise en concurrence (ce qui devrait faire plaisir à la CRE) car il s'agit de biens de la collectivité publique. Pourtant la CRE ne porte aucune analyse sur la concurrence dans ce domaine.

L'analyse économique et financière proposée est basée sur le postulat d'un « gain de maîtrise de l'énergie » pour lequel aucune donnée factuelle n'est communiquée, comme si l'installation de « compteurs communicants » réduisait les pertes d'énergie, ce qui n'est en aucune manière démontré, et induisait une réduction des consommations inutiles par les usagers, ce qui n'est en aucune manière démontré.

Sur la base de ce postulat erroné, le cabinet « d'audit » et la CRE, avancent sans preuve que ce gain « de maîtrise de l'énergie » sur la période 2017-2024 serait de +3,88 M€ pour GEG, et donc que seul ce gain rendrait « rentable » la charge de -3,12 M€ de l'opération « compteurs communicants ».

En réalité la valeur actualisée nette de ces projets au périmètre du GRD est négative, et elle constitue une charge qui sera anormalement répercutée sur les tarifs des usagers (et non des fournisseurs concurrentiels).

La procédure « de marché » est engagée en l'absence de consultation des usagers des services publics du gaz et de l'électricité de Grenoble et de la collectivité publique propriétaire des réseaux de distribution locale de ces services publics ayant la compétence « *distribution publique d'électricité et de gaz* ».

Comme la CRE ne consulte pas les usagers de ces services publics lorsqu'elle émet des avis ou autorisations concernant les tarifs de ces services publics suite aux demandes des concessionnaires, il doit donc être constaté que la CRE ne considère comme « intéressés » que les groupes privés fournisseurs d'énergie cherchant à utiliser les réseaux publics locaux de distribution du gaz et de l'électricité et les groupes privés ayant intérêt à accéder aux données des usagers devenus « consommateurs ».

L'objectif de ces « compteurs communicants » entre logiquement en concordance avec ceux de la CRE puisqu'il s'agit en réalité de collecter des données sur les pratiques des usagers du service public afin de les mettre à disposition des marchands de fournitures d'énergie, d'équipements, de prestations et de produits du marché. Cette atteinte à la vie privée au motif de primat du « marché » est présentée sous la terminologie trompeuse de « open data ».

Aucune information n'est communiquée concernant les conséquences en matière de fragilisation du réseau du fait de 44 741 compteurs « communicants » et de 15 concentrateurs, du fait du passage de dispositifs électro-mécaniques à des dispositifs électroniques, des piratages possibles du réseau et des installations et données privées, des perturbations en électro-fréquences des appareils et des personnes.

La terminologie utilisée dans les documents des « auditeurs » communiqués pour la consultation n°2017-010 n'est même pas accompagnée d'un glossaire pour expliciter, pour le commun des usagers, les termes de WACC (acronyme d'ailleurs symptomatiquement américain alors qu'il existe son équivalent en français), BAR, ou même ATRD5 (pour ceux qui n'ont pas le temps de consulter l'autre consultation n°2017-011) ; occultation logique puisque les usagers et collectivités publiques ne sont en fait pas destinés à être consultés.

Il est donc demandé de fournir un glossaire pédagogique, que l'on pourrait dénommer « bréviaire du marché » ou « dictionnaire de traduction français – macron-commission européenne ».

La proposition d'installation et d'exploitation de « compteurs communicants » est donc préjudiciable aux usagers, aux collectivités locales concédantes, et à l'économie du service public correspondant.

En conséquence, il est demandé à la Commission de ne pas agir en Commission de Dérégulation des services publics de distribution du gaz et de l'électricité au détriment des collectivités locales compétentes pour ces services publics et des usagers de ces services publics, de reprendre son dossier, avec énergie, et de prendre en compte les intérêts des collectivités publiques et des usagers.

Raymond Avrillier
Maire-adjoint honoraire